



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

27^e Session de la Conférence des Etats-parties

Déclaration

S.E. Heinz Walker-Nederkoorn
Représentant permanent de la Suisse
auprès de l'OIAC

Débat général

La Haye, 28 Novembre - 2 décembre 2022

Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons

27th Session of the Conference of States-Parties

Statement

H.E. Heinz Walker-Nederkoorn
Permanent Representative of Switzerland
to the OPCW

General Debate

The Hague, 28 November – 2 December 2022

Monsieur le Président,

Permettez-moi de me joindre aux orateurs précédents pour vous remercier, ainsi que le Secrétariat technique (TS), des efforts que vous avez déployés pour préparer la Conférence des États parties (CSP) de cette année. Je vous assure du plein soutien et de la coopération de ma délégation.

Monsieur le Président,

Les armes chimiques continuent de représenter une menace sérieuse pour la sécurité internationale et humaine. Il est essentiel que l'interdiction universelle de ces armes soit maintenue et que tous les États qui n'ont pas encore adhéré à la Convention sur les armes chimiques (CAC) le fassent dès que possible. Il est également fondamental que tous les États parties appliquent et respectent pleinement les dispositions de la Convention. Il est préoccupant de constater que, 25 ans après l'entrée en vigueur de la CAC, seuls 63 % des États parties incluent toutes les mesures initiales dans la mise en œuvre nationale, tandis que 37 % présentent encore des lacunes ou n'ont pas de législation d'application.

Monsieur le Président,

La Suisse condamne avec la plus grande fermeté l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine et appelle la Russie à désamorcer immédiatement la situation, à cesser toutes les hostilités et à retirer sans délai ses troupes du territoire ukrainien.

Après un examen attentif des nombreux documents diffusés par la Fédération de Russie au sein de l'OIAC concernant les armes chimiques en Ukraine, la Suisse est fermement convaincue que les allégations formulées ne sont pas étayées et que les conclusions tirées ne sont ni convaincantes ni crédibles.

Monsieur le Président,

Concernant la Syrie, la Suisse reste très préoccupée par l'absence de coopération significative des autorités syriennes avec l'OIAC. Le TS estime que la déclaration initiale de la Syrie ne peut toujours pas être considérée comme exacte et complète, étant donné que les lacunes, les incohérences et les divergences identifiées par l'équipe d'évaluation des déclarations (DAT) restent non résolues et ont en fait augmenté depuis 2014. La reprise des consultations sur cette question est urgente.

La Suisse rappelle également sa vive préoccupation quant aux conclusions des deux derniers rapports de la mission d'établissement des faits (FFM). Dans ce que l'on ne peut que qualifier d'enquête approfondie, impartiale et professionnelle, la FFM a confirmé que l'évaluation et l'analyse de toutes les informations disponibles fournissent des motifs raisonnables de croire que des produits chimiques toxiques ont été utilisés comme armes, tant à Marea le 1er septembre 2015 qu'à Kafr Zeita le 1er octobre 2016.

De plus, le premier rapport de l'équipe d'investigation et d'identification (IIT) conclu de manière convaincante qu'il existe des motifs raisonnables de croire que les auteurs de l'utilisation d'armes chimiques dans la ville de Ltamenah, en Syrie, en mars 2017, étaient des individus appartenant aux Forces aériennes arabe syrienne. Dans son deuxième rapport, l'IIT conclu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'armée de l'air arabe syrienne, sous le contrôle des forces Tigre, a utilisé au moins une arme chimique dans l'est de Saraqib le 4 février 2018.

Ce sont des violations très graves de la Convention. Nous appelons la République arabe syrienne à coopérer pleinement avec l'OIAC, notamment avec le DAT et la FFM, et à accorder à l'IIT un accès illimité à son territoire ainsi qu'à toutes les informations pertinentes. Se conformer aux décisions des États parties n'est pas facultatif. La Suisse soutient pleinement le mandat de l'IIT et n'a absolument aucun doute sur sa légalité et sa légitimité – rien dans la Convention n'exclut un rôle d'attribution pour l'Organisation.

Monsieur le Président,

La Suisse condamne avec la plus grande fermeté l'utilisation d'armes chimiques par quiconque, où que ce soit et en toutes circonstances. Leur utilisation constitue une violation grave du droit international, et notamment de la Convention sur les armes chimiques. Les responsables doivent être traduits en justice. L'impunité des auteurs de ces crimes est tout simplement inacceptable.

Par conséquent La Suisse appelle une nouvelle fois la Fédération de Russie à lancer une enquête criminelle transparente et impartiale afin que les responsables répondent de leurs actes, et à coopérer pleinement avec l'OIAC et la communauté internationale, concernant l'empoisonnement d'Alexei Navalny avec un agent neurotoxique du groupe novichok.

Monsieur le Président,

La Suisse remercie l'OIAC pour son travail dans des conditions difficiles et souhaite exprimer sa plus grande reconnaissance. Nous réitérons notre entière confiance dans le travail et les conclusions du TS,

qui a toujours rempli ses missions dans le cadre du FFM, du DAT et de l'IIT de manière professionnelle et impartiale et dans le plein respect de son mandat. Afin d'assurer l'efficacité de l'Organisation, nous devons continuer à la soutenir politiquement et financièrement. Mon gouvernement approuve donc pleinement la révision du programme et budget 2023.

Monsieur le Président,

Le groupe de travail à composition non limitée (OEWG) chargé de préparer la cinquième conférence de révision a été créé il y a plus d'un an et la Suisse souhaite remercier son Président, l'Ambassadeur Lauri Kuusing d'Estonie, et le TS pour leurs efforts inlassables afin d'assurer un processus préparatoire substantiel et approfondi. Mon pays reste pleinement engagé dans ce processus et continuera à y participer activement. A cette occasion, la Suisse souhaite mettre en avant son document de travail présenté en septembre dernier et « A strengthened CWC ». La Suisse est d'avis qu'un régime de vérification robuste constitue un puissant moyen de dissuasion contre l'utilisation d'armes chimiques. Par conséquent, plusieurs éléments sont proposés sur lesquels la cinquième Conférence d'examen devrait réfléchir et agir. En outre, dans le cadre de la coopération internationale prévue à l'art. X, la Suisse soutient le renforcement des capacités des Etats parties afin de développer leurs propres capacités de protection contre les armes chimiques. La capacité du Secrétariat à contribuer à ces efforts devrait également être encouragée. Nous prenons note de la contribution précieuse du conseil scientifique consultatif (SAB) et de ses recommandations, qui sont essentielles pour garantir que l'OIAC reste pleinement capable de contrer les nouvelles menaces liées aux armes chimiques à l'avenir. Lors de la conférence de l'année dernière, nous avons adopté une décision importante sur les CNSAC, basée également sur une recommandation du SAB. Nous encourageons les organes directeurs (PMOs) à considérer les recommandations du SAB plus rapidement à l'avenir.

Pour préserver l'intégrité de la Convention, il est important que toutes ses dispositions soient respectées, qu'elles concernent les agents de guerre chimiques, l'utilisation d'agents de lutte antiémeute (RCA) comme méthode de guerre, les CNSAC ou les développements scientifiques et technologiques en évolution rapide.

Avant de conclure, Monsieur le Président, ma délégation souhaite faire part de sa préoccupation concernant le processus d'accréditation des organisations non gouvernementales (ONG) pour participer à cette conférence. Le refus d'un petit nombre d'Etats parties d'accréditer des ONG dont les activités sont manifestement pertinentes pour l'objet et le but de la Convention est inacceptable. Les ONG jouent un rôle essentiel pour relever les défis actuels et futurs et atteindre notre objectif commun d'un monde sans armes chimiques.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Mr. Chairperson,

Allow me to join previous speakers in thanking you, as well as the Technical Secretariat (TS), for your efforts in preparing this year's Conference of States Parties (CSP). Let me assure you of the full support and cooperation of my delegation.

Mr. Chairperson,

Chemical weapons continue to represent a serious threat to international and human security. It is essential that the universal prohibition of these weapons is upheld and that all States that have not yet acceded to the Chemical Weapons Convention (CWC), do so as soon as possible. It is also fundamental that all States Parties fully comply with the provisions of the Convention. It is of concern that 25 years after the entry into force of the CWC, only 63% of States Parties include all initial measures in national implementation, while 37% still have gaps or no implementing legislation.

Mr. Chairperson,

Switzerland condemns in the strongest possible terms Russia's military aggression against Ukraine and calls upon Russia to de-escalate the situation immediately, to cease all hostilities, and to withdraw its troops from Ukrainian territory without delay.

After a careful consideration of the numerous documents circulated by the Russian Federation within the OPCW regarding chemical weapons in Ukraine, Switzerland is of the firm view that the allegations made have not been substantiated; that the conclusions drawn are neither convincing nor credible.

Mr. Chairperson,

Regarding Syria, Switzerland remains very concerned by the absence of meaningful cooperation of Syrian authorities with the OPCW. The TS assesses that Syria's initial declaration still cannot be considered accurate and complete, as gaps, inconsistencies and discrepancies identified by the Declaration Assessment Team (DAT) remain unresolved and have in fact increased since 2014. The resumption of consultations on this matter are urgent.

Switzerland also recalls its serious concern about the findings of the two latest reports of the FFM. In what can only be called a thorough, impartial, and professional investigation, the FFM confirmed that the evaluation and analysis of all available information provides reasonable grounds to believe that toxic chemicals were used as weapons, both in Marea on 1 September 2015 and in Kafr Zeita on 1 October 2016.

Further, the first report of the Investigation and Identification Team (IIT) convincingly concluded that there are reasonable grounds to believe that the perpetrators of the use of chemical weapons in the town of Ltamenah, Syria, in March 2017 were individuals belonging to the Syrian Arab Air Force. In its second report, the Investigation and Identification Team (IIT) concluded that there are reasonable grounds to believe that the Syrian Arab Air Force under the control of the Tiger Forces used at least one chemical weapon in eastern Saraqib on 4 February 2018.

These are very grave breaches of the Convention. We call on the Syrian Arab Republic to fully cooperate with the OPCW, including the DAT and FFM, and to grant the Investigation and Identification Team (IIT) unrestricted access to its territory as well as to all relevant information. Complying with the decisions of States Parties is not optional. Switzerland stands fully behind the IIT's mandate and has absolutely no doubt about its legality and legitimacy – nothing in the Convention precludes an attribution role for the Organisation.

Mr Chairperson,

Switzerland condemns in the strongest possible terms the use of chemical weapons by anyone, anywhere and under any circumstances. Their use constitutes a serious violation of international law, and in particular of the Chemical Weapons Convention. Those responsible must be brought to justice. The impunity of the perpetrators for these crimes is simply unacceptable.

Therefore, Switzerland once again calls on the Russian Federation to launch a transparent and impartial criminal investigation to hold those responsible to account, and to fully cooperate with the OPCW and the international community, regarding poisoning of Alexei Navalny with a nerve agent of the novichok group.

Mr. Chairperson,

Switzerland thanks the OPCW for its hard work under difficult conditions and wishes to express its greatest appreciation. We reiterate our full confidence in the work and findings of the TS, which has consistently carried out its missions within the context of the FFM, DAT, and IIT in a professional and

impartial manner and in full respect of its mandate. In order to ensure the Organisation's effectiveness, we must continue to support it both politically and financially. My Government therefore fully endorses the Revised Programme and Budget for 2023.

Mr. Chairperson,

The Open-Ended Working Group for the Preparation of the Fifth Review Conference was established more than a year ago and Switzerland wants to thank its Chairperson, Ambassador Lauri Kuusing of Estonia, and the TS for their tireless efforts in ensuring a substantial and thorough preparatory process. My country is still fully committed to this process and will continue to actively engage in it. On this occasion Switzerland wants to highlight its Working Paper introduced last September titled "A strengthened CWC". Switzerland is of the opinion that robust verification regime serves as a strong deterrent against the use of Chemical Weapons. Therefore, several elements are proposed upon which the fifth Review Conference should reflect and act. Furthermore in the framework of international cooperation under Art. X Switzerland supports the capacity building of States Parties to build their own capabilities for the protection against chemical weapons. The ability of the Secretariat to contribute to these efforts should be encouraged as well.

We note the valuable contribution of the Scientific Advisory Board (SAB) and its recommendations, which are essential to ensure that the OPCW remains fully capable of countering new chemical weapon threats in the future. At last year's Conference, we adopted an important decision on CNSACs based also on a recommendation from the SAB. We encourage Policy-Making Organs PMOs to consider recommendations of the SAB more swiftly in the future.

To maintain the integrity of the Convention, it is important that all its provisions are upheld, whether they relate to chemical warfare agents, the use of riot control agents (RCA) as a method of warfare, CNSAC or rapidly developing scientific and technological developments.

Before I conclude, Mr. Chairperson, my delegation wishes to put on record our concern about the accreditation process for non-governmental organisations (NGOs) to attend this Conference. The refusal of a small number of States Parties to accredit NGOs, whose activities are demonstrably relevant to the object and purpose of the Convention, is unacceptable. NGOs play an essential role in addressing current and future challenges and achieving our common goal of a world free of chemical weapons.

I thank you, Mr. Chairperson.